

UM 1

DECLARATION SUR LES CONCENTRATIONS SNJ, SNJ CGT, CFDT JOURNALISTES (France) FNSI (Italie)

Le congrès mondial de la FIJ réuni à Angers du 7 au juin 2016,

Constatant que les concentrations des medias vont s'accroître sur tous les continents avec pour effet la mise en cause du pluralisme des medias et par voie de conséquence la qualité de l'information des citoyens,

Notant que cet accaparement des principaux medias, tous supports confondus, est le fait de puissants groupes industriels transnationaux –notamment les cablo opérateurs- et du système bancaire,

Relevant que la financiarisation est le moteur économique de ces mastodontes qui s'appuient sur les dogmes du libéralisme comme par exemple ceux pratiqués au nom de la concurrence libre et non faussée au sein de l'Union européenne,

Constatant que ce faisant, ces groupes contrôlent désormais contenus et contenants en étendant toujours plus avant leur empire tant dans le domaine des medias que des industries de la culture,

Soulignant que les journalistes sont doublement victimes de ces stratégies à la fois sur le fond par un contrôle des contenus rédactionnels et un appauvrissement grave de la qualité des informations publiées et en tant que salariés puisqu'ils subissent la précarisation et la forte réduction des acquis sociaux.

Dans ce cadre, les syndicats français et italien veulent attirer l'attention du congrès sur les grandes manœuvres qui se déroulent entre les groupes français Vivendi (Vincent Bolloré) et italien Mediaset (Silvio Berlusconi) après la prise de contrôle par Vivendi de la chaîne de télévision payante italienne Mediaset Premium.

L'opération vise pour Bolloré à bâtir un empire médiatique s'étendant à l'Europe du Sud afin de concurrencer le groupe Sky.

Parallèlement, l'accord vise à créer une plateforme européenne (France, Italie, Espagne, Allemande) de contenus pour rivaliser avec l'américain Netflix, champion de la vidéo en streaming.

Les syndicats français et italien s'inquiètent des conséquences de cet accord sur les contenus de l'information, sur les emplois et les conditions de travail des journalistes.

En France, la main mise de Vincent Bolloré sur les contenus de la chaîne de télévision payante Canal+, les actes de censure contre des émissions programmées, le refus de mise en oeuvre des sujets qui pourraient gêner des actionnaires et la détérioration du climat social illustrent les dangers des politiques de concentrations.

Ils appellent la FIJ et la FEJ à exiger de la Commission européenne et des gouvernements respectifs des deux côtés des Alpes à faire la lumière sur les pratiques de ces groupes et à renforcer les possibilités pour les journalistes de s'y opposer.

Les syndicats français et italien proposent au Congrès la création d'un groupe de travail FIJ et par continents pour recenser les groupes bénéficiaires de des concentrations afin d'alerter les syndicats membres et lutter ensemble contre les dérives sur les contenus et les implications sociales.